

AL. LAPEDATU
MEMBRE DE L'ACADÉMIE ROUMAINE
ANCIEN MINISTRE

MONSIEUR DE SAINT-AULAIRE
ET LES ROUMAINS RÉFUGIÉS
D'AUTRICHE-HONGRIE
PENDANT LA GRANDE GUERRE

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Extrait de l'Homage à M. De Saint-Aulaire

IMPRIMERIE
SOCEC & Co., S. A.
BUCAREST 1930

BCU Cluj-Napoca



Mr. DE SAINT-AULAIRE
 ET
 LES ROUMAINS RÉFUGIÉS D'AUTRICHE-HONGRIE
 PENDANT LA GRANDE GUERRE

I

Vers la fin de l'année 1917, après la révolution bolchévique, on avait constitué à Kiew, où se trouvait alors le siège du Corps des volontaires roumains, recrutés parmi les anciens prisonniers austro-hongrois de Russie, une Alliance des nationalités de la Monarchie danubienne, avec les représentants autorisés de ces nationalités: Tchéco-Slovaques, Yougoslaves et Polonais.

Aux manifestations politiques de cette Alliance, guidée alors par l'actuel Président de la République tchéco-slovaque, Mr. le Prof. Th. Masaryk, et qui poursuivait le démembrement de l'Autriche-Hongrie, participèrent aussi les représentants des volontaires roumains de Kiew (MM. S. Bocu, F. Doboş et G. Popp). Pourtant on ne pouvait entreprendre une action commune qui engageât le peuple roumain d'Autriche-Hongrie, sans avoir un Comité constitué en vue de cette action et formellement autorisé à participer aux travaux de l'Alliance..

La nécessité de constituer un tel Comité devint évidente, surtout après les discussions qui s'ensuivirent entre les chefs des volontaires de Kiew, pendant les fêtes de Noël 1917. L'auteur de ces pages — de passage à Kiew, venant de Moscou — participa lui aussi à ces discussions. Et comme l'organisation de ce Comité ne pouvait se réaliser qu'à Odessa, ville où se trouvaient les principaux représentants des Roumains réfugiés de Transylvanie et de Bukovine, nous allâmes les y rejoindre.

Une fois arrivés, après quelques réunions et délibérations, auxquelles participèrent presque tous nos compatriotes, on constitua, le 2 Janvier 1918, un Comité des Roumains réfugiés de l'Autriche-Hongrie, autorisé à représenter le peuple roumain de la Monarchie dans l'Alliance des nationalités de Kiew et à agir en son nom, comité composé des personnes suivantes: O. Goga, Dr. I. Nistor, Dr. I. Meşianu, Dr. G. Baiulescu, Al. Lapedatu, Dr. O.



Ghibu, Dr. M. Popovici, Dr. V. Deleu, S. Bocu et O. C. Tăslăuanu, ces quatre derniers en qualité de représentants des volontaires.

Pour donner plus d'autorité à ce Comité et pour que son action ne pût être contestée, nous résolûmes de faire ratifier l'élection d'Odessa par les réfugiés de Transylvanie et de Bukovine établis aussi à Chişinău, Iaşi, Hârlău (Corps des volontaires) voir même à Rostov. C'est ce qu'on fit le 9 Janvier suivant, exception faite de Rostov, localité avec laquelle les communications n'étaient pas possibles.

Une délégation de ce Comité — Mr. S. Bocu et moi — partit pour Iaşi, afin de prendre contact avec les membres de Moldavie (les représentants des volontaires) et pour communiquer au Gouvernement roumain la constitution du Comité. Cette délégation devait solliciter le concours moral et matériel qui nous permit de nous établir à Kiew, afin de pouvoir travailler avec les représentants des autres nationalités d'Autriche-Hongrie, qui faisaient partie de l'Alliance.

Le Gouvernement de Iaşi, auquel nous nous présentâmes (avec les collègues qui se trouvaient là) approuva notre action, nous reconnut comme organe légalement constitué et autorisé à représenter les Roumains réfugiés d'Autriche-Hongrie et à travailler en leur nom. En outre on nous promit l'appui nécessaire pour accomplir notre tâche à Kiew. Mais, juste au moment où nous voulions communiquer ces dispositions à nos amis restés à Odessa et lorsque nous — ceux de Moldavie — nous faisons nos préparatifs de départ pour la capitale de l'Ukraine, les Soviets déclarèrent la guerre à la Roumanie (26 Janvier).

Désormais on ne pouvait plus passer le Dniestre. Ainsi, isolés, non seulement de l'Alliance des nationalités de Kiew, mais aussi de nos compatriotes d'Odessa et des autres centres de Russie, nous fûmes d'avis qu'il convenait de communiquer au moins à Kiew la formation du Comité roumain. D'autre part, comme il fallait s'attendre à une paix séparée entre l'Ukraine et les Puissances centrales (paix conclue d'ailleurs le 9 Février suivant), — qui empêcherait les travaux de cette Alliance, nous songeâmes à l'inviter à siéger à Chişinău, où l'ordre et la paix étaient rétablis et garantis par l'armée roumaine, qui avait occupé la Bessarabie.

C'est dans cette intention que nous envoyâmes à Mr. Th. Masaryk, par un courrier tchéco-slovaque qui se trouvait alors à

Iași, la lettre suivante, dont nous ne savons pas si elle parvint jamais au grand patriote tchèque. Nous la publions donc comme un document de cette époque.

Iași, le 5 Fevrier 1918.

Monsieur le Professeur,

Nous profitons de la rentrée de votre courrier pour vous communiquer que nous, les Roumains de l'Autriche-Hongrie, nous avons institué un Comité national, qui doit nous représenter, politiquement, à l'étranger. Ce Comité a été élu par les Roumains réfugiés d'Autriche-Hongrie et par notre Corps de volontaires et ensuite il a été reconnu aussi par le Gouvernement roumain.

Les membres du ce Comité sont: MM. Dr. I. Mețianu, Dr. G. Baiulescu, Dr. I. Nistor, O. Goga, A. Lapedatu, Dr. O. Ghibu, Dr. V. Deleu, S. Bocu, O. C. Tăslăuanu et Dr. M. Popovici.

Nos intentions étaient de choisir Kiew comme centre de notre activité et de travailler là-bas à côté de toutes les autres nationalités de l'Autriche-Hongrie, jusqu'à la réalisation complète de notre but commun — le démembrement de l'Empire des Habsbourg.

Mais la situation actuelle est telle que nous, les Roumains, nous sommes, pour le moment, dans l'impossibilité de venir à Kiew. D'autre part étant donnés les troubles causés par le mouvement maximaliste, nous croyons que la ville de Kiew, et l'Ukraine en général, ne pourra plus être — dans l'avenir — un centre propre pour les travaux de l'Alliance des nationalités.

Nous, les quatre membres du Comité roumain qui sommes à Iași, nous nous permettons de vous proposer à vous, les Tchèque-Slovaques, aussi bien qu'à nos autres alliés, les Yougo-Slaves et les Polonais, de transférer notre siège commun de Kiew à Chișinău, où, à la suite de l'occupation roumaine, il y a un ordre complet.

Nous vous prions, Monsieur le Professeur, de bien vouloir communiquer le contenu de cette lettre au Comité de l'Alliance des nationalités et de nous faire parvenir vos décisions à Iași, par le sans-fil, en nous adressant la correspondance par l'intermédiaire de Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

Agréez, Monsieur le Professeur, l'assurance de notre très grande estime.

Al. Lapedatu, Dr. M. Popovici, Dr. Victor Deleu, Sever Bocu.

Évidemment, notre invitation n'était pas une solution acceptable pour les représentants des nationalités de l'Alliance, qui avaient tout intérêt à se trouver et à rester en contact avec l'Occident et non pas à s'isoler et à s'enfermer chez nous. Nous, nous rendimes compte de cette exigence. Si pourtant nous l'avons faite, cette invitation, c'est à cause de la situation critique dans laquelle nous nous trouvions et qui nous poussait à tenter tout, même l'impossible, dans l'espoir de trouver une issue...

Mais la fatalité nous poursuivait.

L'ultimatum adressé au Gouvernement roumain par le Général Mackensen, pour commencer les négociations de paix avec l'Allemagne et ses alliés, provoqua la démission du Cabinet de

Mr. Ion I. C. Brătianu (8 Février). Le jour suivant se constitua le Gouvernement du Général Averescu, avec mission de commencer les négociations de la paix imposée.

Ce changement de situation exigeait une nouvelle orientation. Que fallait-il faire? Notre pensée se dirigea tout naturellement vers l'ancien Président du Conseil, vers l'homme qui avait fait la guerre, qui avait embrassé notre cause avec une si grande sympathie et une si profonde compréhension. Mercredi, le 13 Février, nous nous présentions chez Mr. Ion I. C. Brătianu, pour lui demander ce qu'il y avait à faire dans la nouvelle situation politique.

Il nous reçut comme d'habitude, avec affabilité et sympathie. Il comprit nos soucis et nos préoccupations. Il nous rendit courage par ses paroles et sa ferme attitude. „Continuez à travailler, nous dit-il, le nouveau Gouvernement vous accordera, certainement la même confiance et vous prêtera le même concours. Mettez-vous en rapport avec lui. Et, puisqu'on vient justement de m'annoncer la visite de Mr. Mathieu Cantacuzino (Ministre des Cultes et d'Instruction dans le nouveau Cabinet), je vous présenterai moi-même à lui en le priant de faire l'intermédiaire entre vous et le Gouvernement. Dans quelques instants il sera là. Je vous prie de l'attendre“.

En effet, presque aussitôt arriva Mr. Mathieu Cantacuzino. Ion I. C. Brătianu fit les présentations. Il le mit au courant de notre rôle et du but que nous visions. Il lui fit savoir que son gouvernement nous avait reconnus et nous avait prêté son appui. Il ne doutait pas que le nouveau gouvernement nous témoignât le même intérêt. Il le pria donc de nous faciliter une entrevue avec le Président du Conseil, et de nous accorder, préalablement, une audience, au cours de laquelle nous devons le renseigner sur notre organisation, notre action et nos projets.

— Volontiers, répondit Mathieu Cantacuzino. Mais quand faut-il les recevoir?

— Le plus tôt possible. Aujourd'hui même!

— Alors, ce sera pour cet après-midi, chez moi. Puis, après un moment d'hésitation:

— Mais voilà, je dois aller au Parlement: faut-il que j'y aille, ou non? demanda-t-il à Ion I. C. Brătianu.

— „Cum te simți“ (comme vous vous sentez) répondit celui-ci.

— Je ne comprends pas.

Et Ion I. C. Brătianu, qui se plaisait à illustrer d'anecdotes les situations et les circonstances et à caractériser ainsi les gens et

les choses, nous raconta, avec son art parfait de conteur, l'anecdote du boyard moldave qui saluait chaque jour la gouvernante de ses enfants d'un: — „Bonjour, Madame!“, salut auquel elle répliquait: — „Pardon: Mademoiselle!“.

— „Cum te simți“ (comme vous vous sentez), répondait le boyard invariablement, mettant fin à ce dialogue.

Et moi, je vous dis de même, Mr. Cantacuzino!“.

Cette histoire nous amusa beaucoup, et le nouveau ministre des Cultes et de l'Instruction se tourna vers nous et dit: Alors, Messieurs, cet après-midi, à trois heures, chez moi.

Nous nous rendîmes donc, les mêmes personnes, à la maison de Copou, entourée d'un beau jardin, soigné — nous dit-on — par le propriétaire lui-même. Nous lui avons expliqué en détail la manière dont nous nous étions organisés, la nécessité qui avait suscité notre action, le but que nous poursuivions. Nous lui avons dit aussi ce que nous attendions du nouveau Gouvernement: qu'il nous reconnût, ainsi que l'avait fait le Gouvernement précédent, comme représentants légaux et autorisés des Roumains réfugiés d'Autriche-Hongrie, et qu'il nous accordât — aussi longtemps que nous pourrions servir la cause que nous représentions — l'appui nécessaire pour accomplir notre tâche.

Il nous écouta sans faire la moindre observation, sans demander aucune explication. Il avait parfois l'air absent. C'était sa manière d'être. Car il nous comprit parfaitement, nous assura que notre demande serait favorablement accueillie et que le Gouvernement nous accorderait tout le concours voulu. Et il ajouta, en faisant un véritable exposé de la situation, que son Gouvernement, bien que forcé de conclure, probablement, la paix, n'entendait pas abandonner l'idéal national ni céder un pouce de terre de l'ancien patrimoine, ni dans la Dobroudja, ni dans les Montagnes.

Bien que reçus de la manière la plus courtoise, et malgré les assurances qu'on nous fit, nous étions visiblement découragés en sortant de chez Mathieu Cantacuzino: Les perspectives d'une paix séparée — envisagées par un membre du Gouvernement — nous troublèrent et nous attristèrent. — Le jour suivant, le 14 Février, quelques-uns d'entre nous eurent, dans le même but, des entrevues avec Messieurs C. Argetoianu, ministre de Justice et C. Sărățeanu, l'actuel Régent, alors ministre de l'Intérieur, et le 15 Février, nous fûmes reçus par le Président du Conseil, Mr. le Général Averescu, dans le palais Sturdza, de la rue Română.

Le Général nous reçut debout, en soldat. (Parmi nous il y avait aussi deux officiers réservistes en uniforme). Il était renseigné sur l'objet de notre démarche. Sur le ton calme, qui lui est propre, il nous mit franchement au courant de la situation. Nous avons fait notre devoir, dit-il, en combattant auprès de nos Alliés. Nous avons fait le maximum d'efforts et de sacrifices. Des circonstances imprévues, impossibles à concevoir et plus fortes que nous, nous ont accablés. On ne peut pas nous demander davantage, et nous ne pouvons pas faire davantage. Pour l'instant il s'agit de sauver ce qui pourrait encore être sauvé des intérêts de la patrie. Quant à nous, il nous promit tout son concours, si nous croyions qu'il était possible de continuer à travailler dans les nouvelles circonstances et d'être utiles au but que nous poursuivions.

Tel est l'essentiel des déclarations du Général Averescu. Il nous parla dans le même sens qu'il devait parler aux députés et sénateurs, dans son exposé au Parlement, lorsqu'il devait comparer, la situation du pays à celle d'une mère, qui, pour être arrachée à la mort, devait être opérée par son propre fils médecin, malgré toute la douleur et la cruauté que comportait cette intervention nécessaire.

Nous sortîmes encore plus découragés de chez le Général, et nous comprîmes que, pour le moment, nos buts et projets devaient en rester là. Et cela d'autant plus que nous nous rendions compte que la série des désillusions et des épreuves n'était pas finie. En effet, après les préliminaires de la paix de Buftea, et après la paix de Brest-Litovsk, entre la Russie et les Puissances Centrales (conclue le même jour) se produisit la démission du Gouvernement Averescu et la formation du Gouvernement de la paix formelle avec l'Allemagne et ses Alliés, le Gouvernement Marghiloman (le 18 Mars 1918), sous lequel il était évident que toute action était devenue impossible et dont il n'y avait plus rien à attendre.

II

Alors commencèrent pour nous des journées lourdes de dépression et de découragement. Les efforts que nous fîmes pour relever le moral de nos amis n'eurent qu'un résultat partiel. Ils éprouvaient tous de l'incertitude et se sentaient dépourvus de protection. Mais peu à peu, les coeurs reprirent du courage, la confiance et l'espoir revinrent. Toutes nos pensées étaient dirigées maintenant vers nos Alliés. La cause qu'ils défendaient — celle du

bon droit, de la liberté et de la civilisation — devait triompher. La victoire finale leur appartenait. Et alors, tous ceux qui avaient souffert et avaient été mis hors de combat avant ce terme glorieux, recevraient la récompense due à leur dévouement et à leur sacrifice.

En Moldavie, ces sentiments s'adressaient, d'une manière concrète, aux représentants des Alliés, et surtout à Mr. de Saint-Aulaire. Nous sentions d'instinct qu'il nous aimait sincèrement, qu'il partageait notre douleur et qu'il comprenait tout notre malheur. Nous savions le grand appui qu'avait trouvé en lui le Gouvernement roumain, au temps de la déroute, au temps de la défection et de l'armistice russe et au temps de la paix séparée qui nous fut imposée. Nous l'entendîmes parler avec infiniment d'émotion, de délicatesse et de ménagement, de la situation à laquelle nous étions réduits, mais aussi avec un espoir et une confiance inébranlables dans le succès final.

Il était, au milieu de tant de déceptions et de malheurs, le seul point lumineux, le seul guide sûr. C'est pour cela que les âmes des réfugiés de Transylvanie et de Bucovine, se tournaient maintenant vers Mr. de Saint-Aulaire comme vers le refuge et le salut. Et dès le début, c'est-à-dire dès le moment où nous n'eûmes plus un Gouvernement de guerre nationale, pour nous appuyer et nous aider dans notre action, — nous eûmes l'occasion de connaître et d'apprécier la sympathie et l'intérêt qu'il nous portait. Cette occasion nous fut fournie au moment de la dissolution du Corps des volontaires roumains de Transylvanie et de Bucovine.

En effet, sous le Gouvernement du Général Averescu, probablement sur l'intervention des Allemands, le Grand Quartier-Général décréta la dissolution du Corps des volontaires. Le fait provoqua une grande agitation et une vive inquiétude. Après avoir paralysé les intellectuels, il s'agissait de disperser et d'abandonner au hasard les volontaires, recrutés en majorité parmi les paysans. Il fallait les laisser erer, démoralisés et découragés, au milieu d'un pays accablé de privations et de souffrances, vaincu à la suite de la trahison d'un de ses Alliés, et humilié par l'attitude implacable de ses ennemis.

C'était le désastre. On devait, à tout prix, sauver ce qu'on pouvait encore sauver de cette organisation. Les officiers, justement révoltés, projetaient d'aller sur le front occidental pour continuer là-bas, à côté des Alliés, la lutte nationale. Ce projet était

hardi et comportait de grandes difficultés, car il fallait battre en retraite à travers le chaos russe. Mais comment? Et où pouvait-on trouver un appui? Il ne fallait rien attendre du Gouvernement roumain, qui se trouvait sous l'étroite surveillance des Allemands. Il n'y avait que les Alliés pour nous prêter concours. En tout cas, il fallait tout tenter, pour garder intactes l'âme et la conscience de tant de combattants — qui étaient accourus avec enthousiasme sur le territoire national pour lutter dans l'armée libératrice du roi Ferdinand, et non pas pour implorer secours et protection à la porte de gens plus pitoyables.

L'intervention de notre Comité s'imposait. Nous sollicitâmes donc — Mr. M. Popovici et moi — une audience de Mr. de Saint-Aulaire, qui daigna nous recevoir aussitôt, le 5 Mars. Nous lui exposâmes la situation désastreuse à laquelle étaient réduits nos volontaires. Nous le priâmes d'examiner la manière dont on pourrait réaliser leur désir d'être transportés sur le front occidental: s'il était possible, pour eux, de traverser la Russie, à la rigueur même la Sibérie, sous la protection des missions militaires alliées qui se trouvaient encore, çà et là, dans l'ancien empire des tzars.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Mr. de Saint-Aulaire se rendit compte de la gravité du problème et vit qu'on ne pouvait le résoudre qu'en se mettant d'accord avec les représentants des autres puissances alliées et en gagnant leur appui. Il nous proposa donc de nous réunir de nouveau, deux jours plus tard, dans une conférence avec ses collègues: Sir G. Barclay, ministre de Grande-Bretagne, Mr. Fasciotti, ministre d'Italie et Mr. Wopicka, ministre des Etats-Unis. Il eut la bonté de convoquer lui-même cette conférence et de mettre les trois représentants des Alliés au courant de la question dont on avait à délibérer.

Le 7 Mars, nous nous retrouvâmes tous chez Mr. de Saint-Aulaire, rue Română. On exposa de nouveau la question, on l'examina avec la meilleure volonté, mais on aperçut, dès le commencement, les difficultés d'ordre technique et politique. Le Gouvernement roumain permettrait-il le départ du Corps des volontaires? Les volontaires eux-mêmes s'engageraient-ils tous dans une action commune et ferme? Par où pouvait-on assurer la retraite? Et qui fournirait les moyens nécessaires pour réaliser cette action? — autant de questions douloureuses auxquelles il était impossible de donner une réponse claire et précise. La conférence dura presque deux heures, sans qu'on pût prendre la moindre décision. La grande diffi-

culté était l'ignorance où l'on était de la situation exacte de la Russie, et de la situation et des moyens dont pouvaient encore disposer, là-bas, les Alliés.

Il fallait donc consulter une personne qui fût à la fois un technicien et un bon connaisseur de la situation. Le commandant Bégou (?), des missions françaises de Russie, qui se trouvait alors à Iași, fut prié d'examiner la situation du point de vue technique militaire et d'émettre son avis. Dans le bureau des volontaires — qui existait encore pour surveiller la liquidation du Corps — le commandant discuta avec leurs représentants et avec nous, pour examiner la situation de la Moldavie et de la Russie, et pour faire toutes les hypothèses possibles sur l'organisation de la retraite. A la fin de toutes ces discussions il fallut bien se rendre à l'évidence et reconnaître que cette action était irréalisable, ou qu'elle présentait de tels risques et de telles difficultés, que ni le commandant, ni les représentants des volontaires, n'auraient pu prendre sur eux la responsabilité d'une pareille entreprise.

Force nous fut donc d'abandonner alors cette dernière illusion et nous nous résignâmes de nouveau, devant le sort implacable. Le Corps des volontaires fut supprimé. Les soldats se dispersèrent en Moldavie et en Bessarabie et les officiers cherchèrent à se procurer chacun une situation. Vinrent ensuite des jours de plus en plus sombres et douloureux; enfin, peu à peu, les âmes s'apaisèrent de nouveau, se reposant dans l'attente de temps meilleurs.

Cependant, Mr. O. Goga, qui était resté à Odessa, avait réussi à venir à Iași, afin de préparer son départ pour l'Occident: il n'y avait, en effet, plus rien à faire en Moldavie. Mr. de Saint-Aulaire était du même avis et le fit savoir à Mr. Goga. Mr. Goga mit ses amis au courant de cette opinion, en leur recommandant d'attendre un changement de situation qui, certainement, n'allait pas tarder à se produire. Peu après, Mr. Goga réussit à traverser la Russie, non sans grands dangers, et à gagner l'Occident...

La dure épreuve que fut l'été 1918 pour les réfugiés de Transylvanie et de Bucovine qui restèrent en Moldavie, ne peut être imaginée que par ceux qui ont été là-bas alors. Le Gouvernement, le Parlement et la Mission militaire allemande, tous étaient hostiles aux hommes qui avaient fait la guerre et amené la „débâcle“. Partout régnaient la censure et l'espionnage. Les pauvres réfugiés étaient provoqués, insultés même, dans les journaux, à la Chambre et au Sénat, dans les réunions et à toute occasion,

par les Germanophiles triomphants.... L'Église même abandonna ceux qui avaient lutté et s'étaient sacrifiés. On interdit aux Roumains de Transylvanie de faire dire dans l'église métropolitaine la messe traditionnelle du 3/15 Mai à la mémoire des héros de 1848. Ce n'est qu'à force d'adresse et de hardiesse qu'ils réussirent à pénétrer jusque devant l'autel de la petite église Lozonski.

III

En attendant, ceux qui n'avaient pas perdu confiance, ceux qui avaient gardé la conviction qu'en Moldavie l'état actuel des choses n'était qu'un épisode — triste, il est vrai, mais passager — de notre guerre, et que, sinon en automne, du moins au printemps, la paix souhaitée serait certainement établie sur les ruines de la catastrophe, par l'écrasement des Puissances centrales, — ceux, là entendaient employer leur temps, — selon les possibilités et les circonstances, — pour le bien et le profit de la cause nationale.

Ainsi, quant à moi, qu'il me soit permis de rappeler que ma principale préoccupation était alors notre préparation à la Conférence de la Paix. Persuadé que là-bas, dans ce grand Forum de la dispute entre les nations, chacun devait se présenter armé pour soutenir au mieux ses revendications contre les adversaires, les ignorants et les intéressés, j'ai estimé à propos d'adresser à Monsieur Ion I. C. Bratianu un mémoire, que le grand et illustre homme d'état accueillit avec le plus vif intérêt.

Je crois qu'il n'est pas superflu de reproduire ici ce mémoire, pour faire voir nos préoccupations d'alors, ainsi que la manière dont nous entendions nous préparer en vue du grand procès historique du peuple roumain avec ses dominateurs et oppresseurs millénaires, — procès qui allait être discuté et résolu à la Conférence de la Paix, grâce au nouvel ordre politique que cette Conférence était appelée à établir dans l'Europe centrale et orientale, à la suite du démembrement de la Monarchie austro-hongroise.

On connaît l'intense action, politique et militaire, déployée par les Tchécoslovaques auprès des Alliés, — action à la suite de laquelle ils ont été reconnus comme belligérants par les Puissances de l'Entente, ce qui leur assure, comme à tous les autres Etats qui ont fait la guerre, une place dans la future Conférence pour la paix générale.

Ce fait est une assurance de plus que la question des nationalités d'Autriche-Hongrie sera posée, discutée et résolue à la Conférence de la Paix, soit par la participation directe des nationalités de la Monarchie à cette Conférence, soit par les Etats nationaux qui combattent pour délivrer les Yougo-Slaves, les Italiens et les Roumains.

C'est dans l'attente de cet événement que se déploie aujourd'hui la propagande politique de toutes ces nationalités, ayant pour but d'éclairer l'opinion publique et de renseigner le monde diplomatique d'Europe et d'Amérique, sur les questions qui se rattachent à leurs aspirations de vie libre et nationale, — action que chaque nation entreprend pour son propre compte, sans réunir les efforts pour la cause commune.

Les circonstances dans lesquelles se trouvent les Roumains d'Autriche-Hongrie, aussi bien ceux, qui restent chez eux, que ceux qui se sont expatriés, font, malheureusement, que leur action de propagande à l'étranger n'est pas à la hauteur de leurs exigences et de leurs aspirations politiques et nationales. De plus, à la suite de la récente paix séparée, nous sommes dans l'impossibilité de savoir même le peu qui se fait, pour la réussite de notre cause en Occident, par quelques-uns d'entre nous qui travaillent là-bas.

Dans cette situation, pensant aux moyens par lesquels nous, les émigrés, nous pourrions servir au mieux et avec le plus d'effet la cause de notre nation dans la future Conférence de la Paix, — j'ai estimé que la première chose à faire, absolument nécessaire et urgente, était la rédaction et la publication d'un mémoire politique sur notre question nationale.

Ce mémoire devait être non seulement une source d'information et d'orientation facile, sûre et complète pour l'opinion publique (la presse), mais aussi un livre dans lequel les cercles politiques et diplomatiques trouveraient exposées, selon le point de vue roumain, toutes les questions que pourraient soulever le débat et la solution de notre procès historique et politique avec les Hongrois.

Un tel mémoire serait utile même aux Roumains. Car la littérature qui concerne notre problème national est si dispersée et si inégale comme valeur scientifique et intérêt politique, que la documentation et l'orientation ne sont possibles qu'aux spécialistes.

D'autre part, les quelques études approfondies qui ont été publiées sur les problèmes fondamentaux de notre question nationale, surtout au point de vue historique et ethnique, sont trop spéciales, pour être utilisées par d'autres que les hommes de science et un nombre restreint de publicistes spécialisés dans les questions nationales des peuples de l'Autriche-Hongrie.

Le mémoire envisagé comprendrait quatre parties:

I. La situation géographique, ethnique, sociale, culturelle et politique, des Roumains d'Autriche-Hongrie, en rapport avec les nations qui habitent les territoires revendiqués.

II. Un exposé, concis et complet, du procès historique et politique des Roumains et des Hongrois, en exposant tous les conflits de race et d'intérêt, qui, durant mille ans, ont rendu impossible le moindre accord dans, leur vie publique.

III. Une relation, — appuyée sur des données et informations directes et contrôlées, de l'action de suppression et de destruction de la nationalité roumaine, entreprise par la domination hongroise et autrichienne pendant le guesre, en Transylvanie et en Bukovine.

IV. La preuve documentée qu'aucun système politique essayant d'établir, dans la même organisation d'Etat, une vie publique commune entre les nations dominantes et les nations dominées, entre les Roumains et les Hongrois surtout, n'est possible en Autriche-Hongrie.

Il ne pourrait plus s'agir ni d'un traitement égal au point de vue constitutionnel, en supposant qu'on l'appliquât sincèrement et honnêtement, ni d'autonomie, ni même de fédération. On ne pourrait assurer la paix, dont l'Europe centrale a si grandement besoin, que par le démembrement de la Monarchie, en augmentant ou en créant de nouveaux Etats nationaux qui pourraient contribuer au progrès de l'humanité, grâce aux formes nouvelles, actives et puissantes, de leurs cultures nationales.

De la rédaction de ce mémoire, qui devra être publié en français, voire même en anglais et en allemand, et qui ne dépassera pas 120-150 pages, se chargeront volontiers le soussigné, pour les Roumains de Hongrie, et Mr. I. Nistor, pour les Roumains de Bucovine.

Iasi, le 21 Juin 1918.

Al. Lapedatu.

Ion I. C. Brătianu m'engagea à préparer ce mémoire, — c'est ce que je fis au cours de l'été 1918. Il suivait mon travail avec beaucoup d'intérêt et de confiance. A cette occasion nous eûmes des discussions sur les différents problèmes qui s'imposaient à mon étude, — discussions dont j'ai tiré un grand profit, car nombre de questions se trouvaient soudain éclairées grâce à sa géniale intuition politique et historique. La recherche difficile et méticuleuse des données statistiques surtout, me fut allégée grâce à l'espoir que provoqua en nos âmes la nouvelle des succès répétés de la contre-offensive des Alliés sur le front occidental.

Tandis que l'inévitable déroute des ennemis approchait à grands pas et que des signes de paix se montraient de partout — mon travail avait touché à sa fin. Une partie de ce travail — celle qui contenait les données statistiques — fut publiée au commencement de Novembre, — dans le „Neamul Românesc“ de Mr. N. Iorga et, plus tard, à Paris, mon travail tout entier fut utilisé dans les mémoires officiels, remis aux membres de la Conférence, de la Paix par la Délégation roumaine à cette Conférence. Ces mémoires étaient rédigés par l'auteur de ces lignes et par Mr. Mario Roques. Ion I. C. Brătianu, avec lequel nous les relisions, leur ajoutant souvent des amendements, les précisant et les complétant.

Voici la série de ces mémoires, publiés à Paris, en 1919 et 1920, sous le titre: „La Roumanie devant le Congrès de la Paix“:

1. *Les revendications territoriales de la Roumanie.*
2. *Actes d'union des provinces de Bessarabie, Bucovine, Transylvanie, Banat et des régions roumaines de Hongrie avec le Royaume de Roumanie.*
3. *La Transylvanie et les territoires roumains de Hongrie.*
4. *Le territoire revendiqué par les Roumains au nord-ouest de la Transylvanie proprement dite.*
5. *Le Banat de Temeshvar.*
6. *Le Banat de Temeshvar ne peut pas être partagé.*
7. *Les Roumains et les droits des minorités réclamés par la Délégation magyare.*
8. *Les Roumains et le plébiscite demandé par la Délégation magyare.*

IV

Mais revenons à notre récit.

Le seul endroit où l'on encore respirer librement, se réu-

nir entre fidèles et apprendre la vérité sur la marche de la guerre, était la Légation Française de la rue Banu, où Mr. de Saint-Aulaire faisait régulièrement afficher les communiqués des Alliés, qui, dans la presse roumaine, ne paraissaient que censurés.

C'est là, qu'après la contre-offensive du Maréchal Foch, qui fut le signal de la déroute, du désastre, de la catastrophe des Puissances Centrales, c'est là que se croisaient les regards scintillants de bonheur des jeunes gens, et les regards mouillés de larmes des vieillards. Les uns et les autres venaient apprendre la vérité, poussés par les mêmes sentiments et les mêmes espoirs.

La Légation Française devint le lieu de pèlerinage quotidien de tous les bons Roumains et particulièrement des Roumains de Transylvanie et de Bucovine qui se trouvaient à Iași. Cela dura ainsi à peu près trois mois, jusqu'à ce que les signes de la victoire devinssent évidents, même pour les adversaires, et que les cris de paix retentissent de tous côtés.

C'est alors que nous, les représentants des réfugiés, reprîmes notre activité. La capitale de la Moldavie était de nouveau redevenue la terre sacrée de nos espérances et de notre foi. Les conciliabules et les réunions reprirent. Le Comité national des Roumains réfugiés d'Autriche-Hongrie fut reconstitué. On éprouvait un besoin d'action, de manifestation publique devant le pays et l'étranger.

La première manifestation du Comité fut la déclaration du 6 Octobre, par laquelle nous demandions à être délivrés du joug de l'Autriche-Hongrie; on niait à cette monarchie le droit de trancher de notre sort — duquel il avait été décidé par la guerre du Royaume de Roumanie et par la libre volonté de la nation entière; on réclamait tout le territoire de la monarchie des Habsbourg qui nous avait été attribué par les traités conclus entre la Roumanie et les Alliés; et on déclarait nulles et non-avenues, comme ayant été obtenues par la force, toutes les déclarations contraires à nos aspirations nationales qu'avaient dû faire nos frères de Transylvanie restés là-bas.

Voici cette déclaration:

Nous, les Roumains de Transylvanie et de Bukovine, réfugiés sur le territoire du Royaume de Roumanie, en notre nom et en celui de nos frères restés soumis aux dominations étrangères dont la conscience a été forcée et qui, par conséquence, sont dans l'impossibilité de se manifester librement, nous déclarons ce qui suit:

1. Nous demandons à être délivrés du joug de la Monarchie austro-hongroise, et nous sommes décidés à combattre, par tous les moyens et par toutes les voies, afin que toute la nation roumaine soit réunie dans un seul État national et libre, sous la Dynastie Roumaine.

2. Nous ne reconnaissons pas à la Monarchie austro-hongroise le droit de s'occuper du sort des Roumains de la Transylvanie et de la Bukovine, puisque durant des siècles elle nous a tenus dans le plus vil esclavage.

Toutes les tentatives de fédération faites aujourd'hui par la Maison de Habsbourg sont les gestes désespérés d'un empire condamné à se désagréger et à disparaître.

Le sort des Roumains de l'Autriche-Hongrie a été décidé par la guerre du Royaume roumain et il sera définitivement consacré par le Congrès de la paix générale, auquel participeront aussi les représentants officiels de la Roumanie libératrice.

3. Nous demandons que tout le territoire de la Monarchie des Habsbourg revendiqué par l'État roumain et reconnu par les traités d'alliance conclus entre la Roumanie et les puissances de l'Entente, soit délivré et uni à la mère patrie.

4. Toutes les déclarations des Roumains de Transylvanie et de Bukovine, contraires à ces aspirations nationales, nous les considérons faites sous la pression des autorités ennemies. Elles ne pourront pas tromper l'opinion du monde, qui a proclamé les principes de droit et de liberté pour toutes les nations asservies.

Iași, le 6 Octobre, 1918.

Le Comité national des Roumains émigrés de l'Autriche-Hongrie.

Président: **Al. Lapedatu**

Sécrétaire: **O. C. Tăslăuanu.**

Cette déclaration fut présentée au Roi par feu le professeur G. Murgoci, au Gouvernement par Mr. Victor Deleu et aux Alliés par l'entremise de Mr. de Saint-Aulaire. La manière dont il nous reçut à cette occasion fut tout aussi aimable et encourageante. Notre cause était gagnée. La Grande-Roumanie devenait possible. Pour que la déclaration ci-dessus soit communiquée par le plus autorisé des représentants des Alliés à Iași, nous avons conduit et présenté tour à tour à Mr. de Saint-Aulaire presque tous les envoyés et délégués de Transylvanie et de Bukovine venus ensuite à Iași. Nous avons procédé de la sorte poussés aussi par une espèce d'orgueil: nous voulions que nos frères de Transylvanie et de Bukovine connussent, eux aussi, l'homme qui, pendant des mois et au milieu des plus grandes difficultés, fut pour nous un ami dévoué et le meilleur soutien de nos aspirations. Car il n'y a pas un homme de notre génération, — de la génération de l'unité nationale — qui ignorât ce qu'avait fait pour notre cause Mr. de Saint-Aulaire.

La victoire vint, complète et définitive. La Grande-Roumanie était un fait accompli, quoique ses nouvelles frontières ne correspondissent pas tout-à-fait au traité du 4/17 Août 1916, ainsi que l'auraient souhaité ceux qui l'avaient conclu, au nombre desquels il faut citer Mr. de Saint-Aulaire et son grand ami Ion I. C. Brătianu.

Le Roi, le Gouvernement et les hommes de la guerre rentrèrent dans la capitale le jour même où l'on proclamait, à Alba-Iulia,

l'Union définitive avec le Royaume, de la Transylvanie, du Banat et des autres régions de l'ancienne Hongrie habitées par les Roumains. Les réfugiés de Transylvanie et de Bukovine rentrèrent eux aussi chez eux. ^{M. R.} de Saint-Aulaire partit à son tour, après avoir fait encore une fois l'éloge de ceux qui avaient lutté et résisté jusqu'au bout: le Roi, la Reine et le peuple roumain.

Loin de nous, auprès des siens, il est resté le même ami sincère et le même protecteur dévoué de notre nation et de ses intérêts. Il nous a donné mainte fois la preuve de ses sentiments: les pages qu'il a écrites sur le roi Ferdinand et Ion I. C. Brătianu resteront à jamais dans le souvenir du peuple roumain. Voilà pourquoi les Roumains de Transylvanie et de Bukovine, ainsi que leurs frères de l'ancien Royaume, ne pourront jamais oublier Mr. de Saint-Aulaire.

Aujourd'hui que — dix ans s'étant écoulés depuis la formation de la Grande Roumanie — nous avons l'heureuse occasion de lui rappeler notre affection et notre reconnaissance, Monsieur de Saint-Aulaire sentira qu'il y a dans tous nos coeurs, dans le coeur de tout le peuple roumain, de profonds sentiments de gratitude et d'admiration. Car lui et le Général Berthelot sont entrés dans la conscience nationale comme les deux grands Français de notre „grande Union“, et ils seront, pour les générations à venir, ce que furent et seront encore pour tant de générations roumaines les grands Français de la „petite Union“ — Jules Michelet, Edgar Quinet, Paul Bataillard.

ALEX. LAPEDATU